

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 17/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENTREPOT PETROLIER DE DIJON

1 rue de l'Aspirant Pierrat
21600 Longvic

Références : 2024-351
Code AIOT : 0005401255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement ENTREPOT PETROLIER DE DIJON implanté 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOT PETROLIER DE DIJON
- 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement objet du présent rapport est composé principalement d'un stockage d'hydrocarbures liquides répartis en 7 réservoirs aériens. L'établissement stocke des hydrocarbures liquides de type essence et de type gazole, fioul. L'Entrepôt Pétrolier de Dijon (EPD) distribue des carburants qui sont commercialisés dans les stations-service de sa zone de chalandise. L'exploitant a pour projet l'installation d'un bac enterré d'éthanol.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesures et prélèvements	Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 11.3	Demande d'action corrective	6 mois
5	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 12.3	Demande d'action corrective	30 jours
7	Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 14	Demande d'action corrective	6 mois
8	Niveaux acoustiques admissibles	Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 22.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limitation des consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 11.1	Sans objet
2	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 11.2	Sans objet
3	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 11.2	Sans objet
6	Eaux susceptibles d'être polluées par les hydrocarbures (EU)	Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 13.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement EPD a pour objectif de contrôler les prescriptions liées à l'utilisation et à la gestion de l'eau, conformément à l'arrêté préfectoral du 29/08/2001. L'exploitant respecte globalement les prescriptions concernant l'exploitation. Les éléments liés à la mise en rétention du site et au traitement des eaux polluées sont mis en place et bien entretenus.

Cependant, il doit engager une réflexion sur l'appropriation des rapports de vérification des installations liés au réseau d'eau. Les consignes concernant l'utilisation raisonnée de l'eau et la fermeture de la vanne du réseau d'eau de ville restent à rédiger. L'analyse des émissions sonores est à réaliser à la fin des travaux des réservoirs d'éthanol.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvements d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totaliseurs. Ils sont relevés mensuellement et les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion de remplacement des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. [...]
Constats : L'exploitant a présenté les relevés mensuels de sa consommation d'eau. Il a su justifier les volumes plus importants en 2023, comme ceux des mois de janvier : 130 m ³ , février : 196 m ³ et mars : 212 m ³ , liés aux gros travaux du « bâtiment visiteurs ». Les consommations annuelles sont les suivantes : 2021 – 1 579 m ³ ; 2022 – 1 516 m ³ ; 2023 – 1 546 m ³ . L'exploitant recense 3 sortes de consommations d'eau sur le site : <ol style="list-style-type: none">1. réseau incendie ;2. Utilisation sanitaire ;3. Consommation pendant les travaux. 1. Les exercices « incendie » sont effectués au minimum 12 fois par an. Certains sont consommateurs de 200 à 300 m ³ d'eau, d'autres seulement environ 100 m ³ . En 2024, l'exploitant a mené déjà 10 exercices incendie, dont 8 « en eau » et 2 « hors gel ». Afin de limiter l'évaporation d'eau du bassin incendie, l'exploitant prévoit, en fin d'année, d'installer un écran anti-évaporation (lentilles en polymère) à la surface du bassin. Suite à la fuite survenue au niveau de la connexion incendie en 2019, l'exploitant procède à une fermeture systématique de la vanne du réseau de l'eau de ville à la fin de la procédure de remplissage du bassin incendie. Selon l'exploitant, cette opération est réalisée à chaque fois et notée dans le registre journalier de l'exploitation. <u>Observation 1</u> Aucune consigne écrite concernant la manipulation de fermeture systématique n'a été rédigée.

<p>2. L'utilisation de l'eau sanitaire est en augmentation par rapport à 2023. En effet, à la fin de l'année dernière, la rénovation du « bâtiment des visiteurs » a été terminée. Ce bâtiment est affecté aux chauffeurs des citernes. Il propose des douches et des sanitaires gratuites.</p> <p>3. Les travaux les plus gourmands en eau (décapage des bacs) peuvent consommer jusqu'à 2 000 m³. Afin de limiter cette consommation, l'exploitant fait appel à des prestataires utilisant des techniques innovantes, peu consommatrices d'eau (robot décapant).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de formaliser la fermeture systématique de la vanne séparant le réseau incendie du site du réseau d'eau de ville par une consigne écrite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 11.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Disconnecteur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le raccordement au réseau public d'eau potable est équipé d'un disconnecteur [...], dont le fonctionnement sera vérifié par une société agréée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le raccordement au réseau public d'eau potable est effectivement équipé d'un disconnecteur. Son fonctionnement est vérifié par l'APAVE depuis 2015. Selon l'exploitant, les vérifications sont effectuées chaque année.</p> <p>Par sondage, le rapport de 2023 a été vérifié. Aucune conclusion concernant le bon fonctionnement n'est présente sur ce document. Aucune observation n'est mentionnée non plus. La référence du disconnecteur a été vérifiée lors de la visite sur site. Il s'agit bien de la référence MF 08005.</p> <p><u>Observation 2</u></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de l'ensemble des rapports demandés. Entre 2015 et 2019, les rapports sont annuels ; après 2019, ils deviennent biannuels. Selon l'exploitant, le prestataire n'a pas transmis les rapports manquants.</p> <p><u>Observation 3</u></p> <p>Le rapport de vérification n'est pas concluant.</p>

<u>Observation 4</u>
L'identification du disconnecteur est erronée sur certains rapports.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit être plus attentif lors de la réception des rapports de vérification (rapports annuels, disconnecteur bien référencé et conclusion claire).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 11.2
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluants
Prescription contrôlée : [...] Les colleteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flamme.
Constats : Les regards véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés de coudes coupe-feu. Les regards en question sont marqués en rouge et peuvent contenir un ou deux coudes coupe-feu. Lors de la visite sur site, un regard a été vérifié au poste de chargement des camions. Il était équipé de deux coudes coupe-feu. L'exploitant procède à un nettoyage des regards une fois par an. Des justificatifs d'interventions de la société JDO Assainissement et Nettoyage Industriel concernant les trois dernières interventions ont été présentés.
<u>Observation 5</u>
Un des justificatifs présentés n'a pas été daté correctement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit être plus attentif lors de la réception des documents justifiant chaque intervention d'une entreprise extérieure (la date doit y figurer).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures et prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Échantillonnage et débit

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les ouvrages d'évacuation des EU sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons moyens représentatifs du rejet considéré et la mise en place d'appareils de mesure de débit. Ces ouvrages sont en état de fonctionnement en toutes circonstances.</p> <p>L'ouvrage de traitement des eaux huileuses (EU) est équipé pour permettre le prélèvement d'échantillons.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dispositif permettant le prélèvement d'échantillons est bien présent et accessible en toutes circonstances. Il s'agit d'une passerelle située à l'entrée du bassin d'infiltration.</p> <p><u>Non-conformité 1</u></p> <p>Aucune mesure de débit n'est réalisée.</p> <p>En effet, le débit est intermittent. Au moment du déclenchement des vis de relevage, le débit est fort mais de courte durée. La majorité du temps, aucun rejet n'est effectué. Le débit mesuré dans ces conditions ne rendrait pas compte de la quantité d'effluents rejetés dans le bassin d'infiltration. Lors de la visite du site, un déclenchement artificiel des vis de relevage a été provoqué. L'Inspection a pu constater le bon fonctionnement du système.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de régulariser sa situation vis-à-vis de l'article 11.3 ou, dans le cas où l'exploitant considère l'inefficacité des mesures imposées par la prescription, de déposer une demande de modification de celle-ci en apportant tous les éléments d'appréciation nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 12.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes spécifiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage.</p>

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan concernant la sécurité et l'environnement, qui reprend l'objectif concernant la consommation annuelle d'eau (environ 1 500 m³). Le plan est affiché clairement et visible auprès du personnel du site.

Un étiquetage sensibilisant les utilisateurs des sanitaires à une consommation modérée de l'eau est présent dans le bâtiment principal et dans le « bâtiment des visiteurs ».

L'exploitant projette de compléter son plan de prévention, destiné aux prestataires extérieurs, par des consignes concernant la consommation d'eau.

Non-conformité 2

Le jour de l'inspection, aucune consigne spécifique d'économie d'eau n'avait été formalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de rédiger une consigne spécifique relative à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau aux valeurs les plus faibles possibles, compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage. La consigne devrait prendre en compte les trois types de consommations d'eau sur le site : réseau incendie, utilisation sanitaire et consommation pendant les travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Eaux susceptibles d'être polluées par les hydrocarbures (EU)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 13.3

Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur des hydrocarbures

Prescription contrôlée :

Eaux susceptibles d'être polluées par les hydrocarbures (EU) sont rejetées dans le milieu naturel après traitement préalable dans un séparateur déshuileurs.

Le séparateur est équipé :

- d'une détection d'hydrocarbures dont le seuil est fixé suffisamment bas pour détecter une fuite de 100 litres de produits sur le site,
- d'un dispositif automatique d'obturation en cas de présence d'hydrocarbures en sortie du séparateur,
- d'une alarme anticipant le bipasse par débordement du séparateur. En cas de débordement, le rejet n'est autorisé qu'après vérification de l'absence d'hydrocarbures, à défaut, ces eaux sont éliminées comme déchets.

Le compartiment de récupération des hydrocarbures est également muni d'une alarme de niveau haut.

[...]

Constats :

Le site est effectivement équipé d'un séparateur d'hydrocarbures avec un dispositif d'obturation et d'un détecteur de niveau haut et de niveau bas, avec un report d'alarme dans le bureau de supervision unique.

Le séparateur, les cuvettes de rétention des bacs, les pomperies et l'embranchement ferroviaire sont équipés de détecteurs d'hydrocarbures, dont le seuil est fixé pour la détection d'une fuite de 30 litres de produit. Les détecteurs sont testés 3 fois par an par l'exploitant. Une traçabilité de ces opérations est bien assurée. Un prestataire extérieur procède à une vérification supplémentaire une fois par an. Cette vérification est documentée par un rapport.

Dans le rapport du 20/11/2023, par sondage, l'Inspection a contrôlé l'état du détecteur de la cuvette de rétention des bacs 13 et 14 et du détecteur de niveau de séparateur d'hydrocarbures. Le rapport confirme bon l'état de fonctionnement pour ces deux éléments. L'ensemble des détecteurs d'hydrocarbures est relié au bureau de supervision unique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux huileuses

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés par l'établissement dans le milieu naturel (EU), quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

A) En termes de caractéristiques générales des effluents :

- pH [...] : compris entre 5,5 et 8,5
- couleur [...] : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l
- absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20°C

B) En termes de débits, de concentration et de flux

- DCO [...] 120 mg/l
- MES [...] 50 mg/l
- HCT [...] 5 mg/l
- Azot Kjeldahl 30 mg/l

Constats :

L'exploitant a présenté une synthèse détaillée de ses analyses des effluents. Elles sont programmées 4 fois par an par un prestataire extérieur, SERPOL. Certaines n'ont pas pu être réalisées suite aux conditions météorologiques (pluviométrie très faible).

Sur les 4 programmations de 2023 :

- 08/02/2023
- 30/06/2023
- 31/08/2023
- 20/11/2023

Seule la dernière a pu aboutir à un prélèvement représentatif et à une analyse. L'exploitant dispose des résultats de l'ensemble des paramètres (en considérant l'absence d'odeur dégagée par l'effluent après 5 jours d'incubation à 20 °C équivalent au paramètre DBO5). La fiche de prélèvement mentionne une odeur chimique émanant de l'échantillon lors du prélèvement. Par ailleurs, le pH est légèrement supérieur à la prescription (pH = 8,86).

Sur les 3 programmations de 2024 :

- 26/02/2024
- 30/05/2024
- 22/08/2024

Seule celle du 30/05/2024 a permis de réaliser un prélèvement représentatif et une analyse. La fiche de prélèvement mentionne à nouveau une odeur chimique émanant de l'échantillon lors du prélèvement. La DCO (demande chimique en oxygène) est supérieure à la valeur de l'arrêté préfectoral (200 mg/l valeur analysé => **Non conformité 3** mais reste conforme à l'arrêté du 24/08/2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement (300 mg/l).

À chaque non-conformité constatée, l'exploitant mène une réflexion afin de trouver la cause du dépassement.

Observation 6

Présence d'odeur chimique dans les deux fiches de prélèvements présentées par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'expliquer la présence de l'odeur dans les 2 échantillons.

Dans le cas où l'exploitant considère l'inefficacité des mesures imposées par la prescription, il devra déposer une demande de modification de celle-ci en apportant tous les éléments d'appréciation nécessaires.

En effet, selon l'exploitant, l'analyse de l'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ne semble pas pertinente et peut être nocive pour le préleveur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2001, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié [...]. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elles sont réglementées, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations. [...]
Constats : La dernière mesure d'émission sonore du site date du 09/01/2019. Les mesures effectuées en journée ont été conformes (pas de dépassement de 70 dB) dans les 4 points analysés. En revanche, les émissions sonores en période nocturne n'ont été conformes que dans 2 points analysés. En effet, un dépassement de 60 dB pour les deux points proches de l'embranchement ferroviaire a été noté. Les émissions sonores relevées ont été les suivantes : 63,5 dB et 69,5 dB. Selon l'exploitant, le dépassement serait lié aux arrivées de trains. L'exploitant prévoit de renouveler les analyses des émissions sonores à la fin des travaux engagés pour l'installation de réservoirs d'éthanol. <u>Non-conformité 4</u> Les analyses en période nocturne ne sont pas conformes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne d'analyse des émissions sonores de son site à la fin des travaux, afin de vérifier si la non-conformité persiste.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois